

## Le « contre plan » de relance du Parti Socialiste

### LES DATES CLES

- **15 septembre 2008** : Faillite de Lehman Brothers
- **25 septembre 2008** : Discours de Toulon et mobilisation du gouvernement face à la crise
- **13 octobre 2008** : Plan de soutien au secteur bancaire
- **23 octobre 2008** : Annonce de la création du fonds stratégique d'investissement
- **4 décembre 2008** : Annonce du plan de relance du Gouvernement de 26 Mds €
- **21 janvier 2009** : Annonce du « contre-plan de relance » du Parti Socialiste

### L'ESSENTIEL

- Mercredi 21 janvier, soit **5 mois après la faillite de Lehman Brothers** qui a accéléré la crise financière, **le Parti Socialiste a présenté son « contre plan » de relance.**
- En proposant une relance par la consommation, ce supposé plan B **nous ressort des vieilles recettes qui ont toutes échoué dans le passé.**
- Certaines mesures proposées par le Parti Socialiste sont judicieuses, mais **nous les avons déjà mises en œuvre.**
- Au final, le PS réussit le tour de force de présenter un « contre-plan de relance », **dont on retiendra avant tout qu'il est « contre » ...**

### UN PLAN D'URGENCE ?

- Cette crise est sans précédent par sa violence et son ampleur : c'est la première qui touche simultanément toutes les économies du monde. Pour y faire face, **c'est la réactivité et le courage qui comptent, c'est notre capacité à faire les bons choix quasiment en temps réel.**
- Depuis le tout début de la crise, tant en France qu'en tant que Président du Conseil de l'Union européenne, **Nicolas SARKOZY avec François FILLON ont apporté des réponses à la hauteur de la crise et de son urgence :**
  - **Mesures de solidarité** pour les Français les plus fragiles annoncées dès le mois de septembre ;
  - **Plan de soutien des PME** de 22 Mds € et plan de **soutien aux banques** début octobre ;
  - Création du **fonds stratégique d'investissement** et **exonération de la taxe professionnelle** le 23 octobre ;
  - Mesures pour **l'emploi** le 28 octobre ;
  - Et enfin le **plan de relance** le 4 décembre.
- Pendant que tous les Gouvernements socialistes et travaillistes européens prenaient des mesures similaires, **le Parti Socialiste, obnubilé par le congrès de Reims, s'est opposé à toutes les initiatives sans proposer une seule alternative.**
- **Cinq mois après la faillite de Lehman Brothers, un mois et demi après l'annonce du plan de relance français et de l'ensemble des plans européens, deux semaines après son examen à l'Assemblée nationale, le Parti Socialiste a - enfin - présenté le 21 janvier son « plan d'urgence contre la crise »...** C'est ce qu'on appelle être réactif et avoir le sens de l'urgence et de la responsabilité !

### LA RELANCE PAR LA CONSOMMATION, LA SOLUTION MIRACLE ?

- Ce que propose le PS, c'est **distribuer des chèques**, pensant avoir trouvé la formule magique : la relance de la consommation. Mais donner un peu d'argent en plus aux ménages sans moderniser nos entreprises, c'est conduire nos compatriotes à acheter des produits à bas coût, fabriqués à l'étranger et ainsi relancer toutes les économies du monde sauf la nôtre. Ce n'est pas la solution aux problèmes de pouvoir d'achat. **Le Parti Socialiste recycle de vieilles recettes qui ont montrées leur inefficacité** : au plan de relance de 1981 qui a relancé les économies allemande et japonaise a succédé un plan de rigueur en 1983.
- **Notre réponse à la crise est l'investissement.** Plus d'investissement, **c'est plus d'activité, de valeur ajoutée et d'emplois.** La meilleure politique de relance possible, c'est celle qui **soutient l'activité d'aujourd'hui et prépare la compétitivité de demain.**
- **Nous n'oublions pas pour autant les ménages les plus fragiles.** Le plan de relance du Gouvernement a intégré une **mesure de soutien au pouvoir d'achat plus ciblée et donc plus juste** (prime de 200€ en anticipation du RSA et prime exceptionnelle de crise de 220€ pour les allocataires de minima sociaux).

## UN PLAN EN PHASE AVEC LES REALITES ECONOMIQUES ?

- Le plan du Parti Socialiste comporte de graves erreurs économiques :
  - **Baisser la TVA d'1%** : en Europe, seuls les Anglais l'ont fait, pour un coût très élevé et sans résultat pour le moment. **Une baisse de la TVA profite autant aux hauts revenus qu'aux bas revenus.** Mieux vaut concentrer l'effort sur les plus fragiles. Au moment où la hausse des prix ralentit fortement, est-ce le moment de baisser la TVA ? **D'autant que rien ne garantit qu'une baisse de la TVA se traduirait véritablement par une baisse des prix pour les consommateurs.**
  - **Supprimer la loi TEPA.** Cela reviendrait à **augmenter les impôts des Français de 10 Mds €.** Cela pénaliserait **les 320 000 Français modestes** qui ont acquis un **logement** et peuvent déduire leurs intérêts d'emprunt, les **ouvriers de l'industrie** et les **jeunes de moins de 25 ans qui font des heures supplémentaires** et ont bénéficié de 7.7 M€ de pouvoir d'achat en 2008. Un chiffre : 74% des bénéficiaires du paquet fiscal sont des ménages modestes dont le pouvoir d'achat serait grevé.

## DES PROPOSITIONS INTERESSANTES ?

- Pour certaines oui. **La preuve, nous les avons déjà mises en œuvre :**
  - **Pour « relancer l'investissement »,** le PS propose un « *plan de rénovation écologique et d'isolation de 400.000 logements par an* ». Révolutionnaire ? C'est une des mesures du Grenelle qui prévoit notamment la rénovation de 400 000 logements anciens !
  - **Pour « soutenir le pouvoir d'achat des Français »,** le PS prévoit la généralisation obligatoire du chèque transport à tous les salariés et à tous les moyens de transport. Le PS n'a visiblement pas lu le PLF 2009 qui généralise la prime transport, c'est-à-dire la prise en charge par l'employeur des frais de transport collectif **pour les trajets travail-domicile** de tous les Français, corrigeant ainsi l'inégalité entre Paris et la Province. Elle est d'ailleurs déjà en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier.
  - Toujours sur le pouvoir d'achat, **le PS propose « la soumission des exonérations de cotisations sociales à la conclusion effective d'accords salariaux annuels. »** Le PS devait être absent au Parlement lorsqu'a été votée **la loi en faveur des revenus du travail : elle conditionne les allègements de cotisations patronales à l'ouverture de négociations salariales.**
  - **Le PS propose des « contreparties en termes d'éthique et de rémunérations aux 10,5 Mds € accordés à six banques françaises sous la forme de quasi fonds propres. »** **Ce sont exactement les conditions que le Gouvernement a posées lorsqu'il a mis en place le plan de sauvetage des banques.** D'ailleurs l'aide de l'Etat n'est pas gratuite puisque **les banques payent 8% d'intérêts sur l'argent prêté par l'Etat** pour renforcer les fonds propres.

## UN PLAN SINCERE ?

- **Le principal argument du plan du PS est une contrevérité :** « *Rien n'est fait par le Gouvernement pour aider les Français les plus défavorisés et les plus exposés à la crise* ».
- **Dès le début de la crise, lors du discours de Toulon le 25 septembre 2008, le Président de la République a porté un message fort de solidarité :** l'Etat sera là aux cotés des plus fragiles parce qu'en période de crise la solidarité nationale doit jouer à plein. **Des mesures concrètes sont venues traduire cet engagement :**
  - Avec la **prime exceptionnelle de 200 €** qui sera versée en avril 2009 en anticipation du RSA à près de 4 millions de foyers.
  - Avec la **dotation supplémentaire de 500 M€** pour les nouvelles politiques actives de l'emploi
  - Ces mesures viennent **s'ajouter aux mesures exceptionnelles de solidarité annoncées par le Président de la République dès le début de la crise :** prime exceptionnelle de crise de **220 € pour les allocataires de minima sociaux**, revalorisation des **pensions retraites** en septembre (+0.8%), du **minimum vieillesse (+7%)** en 2009, augmentation des **petites retraites agricoles, RSA.**

### Verbatim

#### François Rebsamen (Sénateur PS) :

Ce plan ne « *présente aucune grande idée novatrice* ». « *Devant l'ampleur de la crise et les difficultés que vivent et que vont vivre les Français, on peut s'interroger sur l'opportunité d'élaborer un tel plan* ».

**Luc CHATEL**

Retrouvez l'ensemble des Clés actu sur le site : [www.porte-parole.gouv.fr](http://www.porte-parole.gouv.fr)

## Annexe : le « contre plan de relance » PS décrypté

### 1/ Relancer immédiatement le pouvoir d'achat et la consommation

Mesures proposées	Typologie	Commentaire
Aide immédiate de 500 € à tous les bénéficiaires de la PPE et de minima sociaux	<u>Déjà fait</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dès le mois de septembre le Président de la République a annoncé le versement d'une prime exceptionnelle de crise de 220€ qui a été versée en novembre 2008. Cette prime a été complétée par l'annonce d'une prime de solidarité active de 200€ qui sera versée en avril aux bénéficiaires potentiels du RSA.</li> <li>▪ Avec ces primes ciblées, on donne du pouvoir d'achat aux plus fragiles : c'est socialement juste et c'est économiquement pertinent puisque ces sommes sont directement réinjectées dans la consommation.</li> </ul>
Revalorisation du SMIC de 30 € net au 01/02/2009	<u>Inefficace</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aujourd'hui, le SMIC mensuel net est de 1037,53€ pour un temps plein.</li> <li>▪ L'augmentation que propose le PS, c'est une augmentation de 2,5%... C'est moins que la revalorisation automatique du SMIC en 2008 (+3.2%) : le PS s'est emmêlé les pinceaux !</li> <li>▪ Avec la loi en faveur des revenus du travail, définitivement adoptée en novembre 2008, nous avons choisi de faire évoluer le SMIC en tenant compte de la réalité économique. Nous avons modernisé la procédure de fixation du SMIC pour favoriser une évolution du SMIC davantage en phase avec les conditions économiques et le rythme des négociations.</li> </ul>
Submission des exonérations de cotisations sociales à la conclusion effective d'accords salariaux annuels avant le 1 <sup>er</sup> septembre	<u>Déjà fait</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La loi en faveur des revenus du travail vise à relancer les négociations salariales par la mise sous condition des allègements généraux de cotisations patronales, qui constituent un effort important de l'État vis-à-vis des entreprises.</li> </ul>
Généralisation du chèque transport à tous les salariés et à tous les moyens de transport	<u>Déjà fait</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le PS ne suit décidément pas le travail parlementaire ! C'était un engagement de François FILLON concrétisé dans le PLF 2009 avec la prime transport (bien plus opérationnelle que le chèque transport) : cette mesure est mise en œuvre depuis le 1er janvier 2009.</li> </ul>
Revalorisation des allocations logement de 10%	<u>Inefficace et très coûteux</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les allocations logements sont déjà indexées sur l'indice de révision des loyers (IRL) depuis le 1er janvier 2008, ce qui a permis une revalorisation très significative en 2008 (3%) et 2009 (2,95%).</li> <li>▪ Une revalorisation supplémentaire de 10% aurait un impact brutal sur la hausse des loyers à la relocation au bénéfice des propriétaires (effet d'aubaine). Ceci pour un coût structurel (chaque année) de plus de 1,5 Md€. </li> </ul>

<p>Baisse généralisée de TVA de 1 %</p>	<p><u>Inefficace et très coûteux</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ En Europe, seuls les Anglais l'ont fait, sans résultat probant sur la consommation jusqu'à présent. Ni dans l'avenir si l'on en croit les prévisions de la Commission européenne, qui <b>prédit une récession deux fois plus grave en Grande-Bretagne qu'en France cette année.</b></li> <li>▪ <b>Une baisse de la TVA, cela ne cible pas ceux qui en ont le plus besoin</b> : elle s'adresse de la même façon aux bas et aux hauts revenus, à ceux qui achètent une voiture de luxe mais pas à ceux qui achètent une voiture d'occasion de particulier à particulier...</li> <li>▪ Une baisse de la TVA, <b>cela coûte cher</b>: 1 point de TVA ça coûte 7 Mds € pour seulement 0.1% de croissance ! Alors que 7 Mds € d'investissements entraînent une croissance du PIB de 0,3%.</li> <li>▪ Enfin, <b>une baisse de la TVA, cela profite surtout aux importations</b>. On a déjà vécu ça sous Mitterrand : <b>on a dépensé des milliards pour aider l'économie japonaise et allemande !</b></li> </ul>
<p>Limitation de l'ensemble des autres loyers au taux d'inflation Gel des loyers dans les zones de fortes hausses en 2009 et 2010</p>	<p><u>Déjà fait pour l'indexation et inefficace pour le gel</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>L'augmentation des loyers a été maîtrisée grâce au changement d'indexation des loyers prévu dans la loi TEPA</b> (les loyers ne sont plus indexés sur l'évolution des coûts de la construction mais uniquement sur l'inflation).</li> <li>▪ En outre, <b>les prix de l'immobilier baissent en même temps que les loyers...</b></li> <li>▪ Quant au gel des loyers, c'est une mesure anti-économique qui provoquera une hausse des loyers à la sortie de la période de gel.</li> </ul>
<p>Mise en chantier de 300.000 logements sociaux sur les deux prochaines années</p>	<p><u>Déjà fait</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Notre plan de relance comprend un programme de construction de <b>100 000 logements supplémentaires en 2 ans</b>. Il va permettre de soutenir le secteur de la construction.</li> <li>▪ <b>C'est un objectif réaliste</b>, qui s'ajoute à l'objectif de construction de <b>120 000 logements par an</b>. D'autre part, le Président de la République prévoit <b>un plan global qui ne concerne pas seulement les logements sociaux mais favorise également l'accession sociale à la propriété.</b></li> <li>▪ Grâce au <b>doublement du prêt à 0 %</b>, pour les primo-accédants, dans le neuf, jusqu'à la fin de l'année 2009, le <b>nombre de logements neufs financés avec un prêt à 0 % sera porté à 100 000. C'est une augmentation de 25 % dans le neuf par rapport à 2007.</b></li> <li>▪ Nous avons également décidé d'étendre la <b>garantie que l'Etat apporte aux crédits immobiliers des ménages via les prêts d'accession sociale</b>, en relevant le plafond de ressources y ouvrant droit. Grâce à cette mesure, 60% des ménages contractant un crédit immobilier deviendront éligibles à cette garantie, contre seulement 20% aujourd'hui.</li> <li>▪ Enfin, le Pass-Foncier qui permet de payer d'abord la maison puis le terrain (comme la maison à 15 euros par jour), va être étendu aux appartements : <b>30 000 logements en bénéficieront en 2009.</b></li> <li>▪ Notre projet, c'est bien sûr construire plus de logements sociaux mais c'est aussi donner aux plus de familles possible l'autonomie et surtout le choix, en particulier le choix de devenir propriétaire parce que la propriété est la meilleure des protections contre la précarité.</li> </ul>

## 2/ Agir massivement pour l'emploi et la protection des salariés

Extension du chômage partiel (1 600 heures)	<b>Fait en partie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous avons élevé le plafond des heures d'indemnisation du chômage partiel de 600 à 800 heures, et même jusqu'à 1000 pour certains secteurs comme le secteur automobile.</li> </ul>
Élévation de l'indemnisation des salariés, pendant cette période, à 80% du salaire	<b>Fait en partie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La contribution de l'Etat a été portée de 1,20 à 1,40 € par heure de chômage partiel pour les entreprises de moins de 250 salariés.</li> <li>A la demande de l'Etat, les partenaires sociaux ont par ailleurs porté l'indemnisation de 50 à 60% du salaire.</li> <li>Il reste possible, au cas par cas, de signer des conventions pour améliorer encore les conditions d'indemnisation.</li> </ul>
Généralisation du contrat de transition professionnelle	<b>Déjà fait</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nous expérimentons depuis 2006, le Contrat de Transition Professionnelle (CTP) dans 7 bassins d'emplois pour les salariés licenciés économiques (dans les entreprises de moins de 1.000 salariés).</li> <li>Il donne de bons résultats, avec un taux de reclassement de plus de 70 %. Nous allons l'étendre aux 18 bassins d'emplois les plus en difficulté.</li> </ul>
Modification de la procédure de licenciement	<b>Inefficace</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le juge exerce déjà un contrôle étroit des plans sociaux, puisqu'il contrôle déjà le motif du licenciement économique et le respect des obligations de reclassement.</li> <li>Le Gouvernement est très vigilant à ce que les entreprises respectent effectivement ces obligations. Aller plus loin, c'est une vieille lune socialiste, supprimée en 1986.</li> </ul>
Création de 100 000 emplois aidés supplémentaires	<b>Déjà fait</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Président de la République a déjà annoncé en septembre 2008 la création de 100.000 emplois aidés supplémentaires, ce qui porte leur nombre à 300 000.</li> </ul>
Création de 100 000 contrats verts et contrats associatifs	<b>Inefficace</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Si on fait la RGPP, c'est pour épargner ce genre de politique qui a fait exploser les dépenses de personnel dans la fonction publique : 54% des dépenses de l'Etat !</li> <li>Surtout, le Gouvernement a déployé une politique d'aide à l'emploi pérenne : les emplois aidés doivent être des tremplins vers des emplois durables, qualifiés. Souvenons-nous de l'échec du Gouvernement Jospin avec des jeunes qui faisaient du porte à porte pour apprendre aux français à trier les ordures...</li> </ul>
Réactivation des retraites anticipées dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile	<b>Inefficace</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>On souhaite encourager l'emploi des seniors. Dans ce domaine, nous sommes les plus mauvais d'Europe ! Le plan PS, c'est le retour des pré-retraites, dont on connaît tous les ravages ! De telles mesures ne peuvent être prises sur une base systématique.</li> </ul>

### 3/ Relancer immédiatement et durablement l'investissement

<p><b>Pacte de relance avec les collectivités locales</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Apurement de la dette RMI</li> <li>Doublement FNADT</li> <li>Doublement DGE</li> <li>Rattrapage manqué à gagner dotations depuis la rupture du pacte de croissance</li> <li>Remboursement du ticket modérateur de taxe professionnelle depuis 3 ans</li> </ol>	<p><u>Déjà fait</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre du plan de relance, le Gouvernement propose de verser le fonds de compensation de la TVA dû au titre des années 2007 et 2008 aux collectivités qui s'engagent à faire progresser leurs investissements.</li> <li>Cette mesure équivaut à verser deux années de FCTVA sur le seul exercice 2009. Le délai de deux ans existant aujourd'hui entre la date de la dépense et celle du versement de FCTVA sera ainsi réduit de manière pérenne à une seule année pour les collectivités ayant rempli leurs engagements d'investissement. <b>Le coût de cette mesure très incitative pour les collectivités est estimé à 2,5 Md€. </b></li> <li><b>Le montant de cette enveloppe pourra être encore plus élevé si les collectivités locales jouent à fond le jeu de l'investissement.</b> Elle sera versée dès le premier semestre 2009.</li> <li>Le FNADT bénéficie d'un abondement de 100 M€ en crédits de paiement (CP) et de 30 M€ en autorisations d'engagement (AE) pour l'accélération des projets inscrits dans les <b>contrats de projet Etat – Région.</b></li> <li>Le programme exceptionnel d'investissement de Corse bénéficie de 20 M€ de crédits de paiement supplémentaires.</li> <li>Le fonds exceptionnel d'investissement pour l'outre-mer est abondé à hauteur de 75 M€ pour la réalisation d'équipements collectifs en partenariat avec les collectivités locales.</li> </ul>
<p>Lancement d'un plan de sauvegarde et de modernisation de l'hôpital public, d'un montant de 1,4 Md€</p> <p>Gel de 20 000 suppressions d'emploi dans les hôpitaux</p>	<p><u>Fait en partie</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan d'investissement « Hôpital 2012 » représente <b>près de 10 Mds € d'investissements entre 2008 et 2012 ! C'est 7 fois plus que ce que propose le PS !</b></li> </ul>
<p>Plan de rénovation écologique et d'isolation de 400.000 logements par an</p>	<p><u>Déjà fait</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Concernant la rénovation des logements anciens, <b>le Grenelle de l'Environnement prévoit un rythme de 400 000 logements par an.</b> Le PS propose l'isolation de 400 000 logements par an. <b>A croire qu'ils ont copié le Grenelle !</b></li> </ul>
<p>Effort massif pour garantir l'accessibilité des bâtiments publics aux personnes handicapées</p>	<p><u>Déjà fait, en mieux !</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan de relance comporte <b>un effort sans précédent pour l'entretien des bâtiments publics, afin notamment de renforcer l'accessibilité aux personnes handicapées : 220 M€ pour les universités (dont 100 M€ pour les seuls travaux d'accessibilité), 220 M€ pour l'immobilier du ministère de la Défense, 80 M€ pour celui du ministère de la Justice...</b></li> </ul>
<p>Crédit impôt-recherche bonifié et spécifique pour les PME-TPE innovantes et intervenant dans l'économie verte</p>	<p><u>Déjà fait, en mieux !</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Tripement du Crédit Impôt Recherche avec remboursement anticipé.</b> Aujourd'hui le CIR est le dispositif d'incitation à la recherche le plus performant de l'OCDE ; il est encore amélioré pour soulager la trésorerie de nos entreprises.</li> </ul>
<p>Modulation de l'impôt sur les sociétés suivant que les bénéfices sont réinvestis ou distribués aux actionnaires</p>	<p><u>Inefficace</u></p>	<p>L'opposition persiste dans sa vieille idée selon laquelle l'impôt doit être conçu comme une sanction. <b>Les Allemands l'ont appliquée dans le passé et y ont renoncé depuis bien longtemps. Rien de mieux pour provoquer une vague de délocalisations !</b></p>

<p>Favoriser l'obtention de crédits par une intervention contraignante de l'Etat auprès des banques recapitalisées en utilisant les garanties de la puissance publique (Etat, régions, départements) et l'octroi de prêts d'honneur</p> <p><b>Soutenir la trésorerie à court terme des entreprises :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en conditionnant l'octroi des aides de l'Etat aux banques au maintien ou à l'extension des facilités de trésorerie aux entreprises</li> <li>- pénalisation des retards de paiement par la modulation de la fiscalité qui touche les donneurs d'ordre (impôt sur les sociétés, taxe professionnelle...);</li> </ul>	<p><u>Déjà fait, en mieux !</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour bénéficier du soutien de l'Etat, les banques ont dû s'engager à augmenter en 2009 de 3% à 4% les encours de crédits aux entreprises.</li> <li>▪ E. Woerth a en outre pris des mesures pour moduler la fiscalité.</li> <li>▪ Mais surtout, le plan de relance du gouvernement prévoit 11,5 Md€ de soutien direct à la trésorerie des entreprises, à travers notamment le remboursement accéléré de créances détenues sur l'Etat par ces entreprises.</li> </ul>
<p><b>Faciliter l'accès au crédit par des prêts bonifiés ou des garanties de paiement en échange d'engagements forts de ces grands groupes</b></p>	<p><u>En cours</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des discussions ont été engagées dans le cadre des Etats Généraux de l'Automobile, réunis le 20 janvier dernier par Luc Chatel à Bercy.</li> <li>▪ Le Premier Ministre a annoncé que 5 à 6 Md€ pourraient être apportés sous forme de prêts ou de garanties, en contreparties d'engagements forts de la part des constructeurs en termes de volumes de production en France, et en termes de relation vis-à-vis de la chaîne de sous-traitance.</li> <li>▪ Pour les consommateurs, en plus du mécanisme de bonus malus instauré fin 2007, deux mesures ont déjà été prises pour soutenir la consommation : la prime à la casse de 1000€ depuis le 4 décembre, et le soutien aux banques captives des constructeurs pour permettre aux 2/3 des clients concernés d'acheter leur voiture à crédit à des taux raisonnables.</li> </ul>
<p><b>Des crédits à des taux bonifiés pour les consommateurs, en contrepartie des aides d'Etat perçues par les banques et les constructeurs</b></p>	<p><u>Déjà fait</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 6 Md€ de liquidités nouvelles ont été injectées au Fonds Stratégique d'investissement, doté de 20 Md€, pour soutenir la croissance des PME prometteuses en leur apportant les fonds propres nécessaires à leur développement et pour sécuriser le capital d'entreprises stratégiques.</li> <li>▪ L'exonération complète et définitive de taxe professionnelle pour tous les nouveaux investissements jusqu'au 1er janvier 2010 vise à favoriser l'investissement et à renforcer la compétitivité de l'industrie française.</li> </ul>
<p><b>Mobiliser massivement la puissance publique nationale et territoriale : vers un Pôle public d'investissement industriel (2P2I) + fonds d'investissement régionalisés</b></p>		

#### 4/ Promouvoir une croissance verte

<p>Tarification incitative à l'économie des biens essentiels (l'eau, l'électricité et le gaz) Fixation d'une tarification avantageuse en cas de non dépassement d'une consommation forfaitaire.</p>	<p><u>Déjà fait</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le Grenelle et le plan de relance vont bien au-delà de ces mesures !</li> <li>▪ Nous investissons massivement dans les technologies propres ou les écotecnologies (plan véhicules propres, fonds démonstrateur de l'Ademe, lancement accéléré des appels d'offre sur les énergies renouvelables...). De manière plus générale, tout l'effort en matière d'enseignement supérieur et de recherche contribuera également au développement de l'innovation.</li> <li>▪ En matière de sites et sols pollués, le programme initié autour de l'ADEME est également renforcé,</li> <li>▪ Pour les transports ferroviaires, de nombreux projets ont été annoncés : LGV, régénération du réseau et nouveaux projets pour 250 M€ dans le plan de relance, TCSP (appel d'offre de 710 M€ engagé), financements avantageux pour tous les projets (enveloppe de 8 Md€ de prêts sur fond d'épargne, garantie de l'Etat aux sociétés porteuses de projets)...</li> </ul>
<p>Augmentation des crédits publics pour le développement des technologies propres et des éco-industries</p>		
<p>Lancement d'un programme de dépollution des sites et sols pollués</p>		
<p>Développement massif des infrastructures de transport propre, en partenariat avec les régions</p>		

#### 5/ Pour de nouvelles règles financières

<p><b>Conditionner les aides et les garanties apportées au secteur financier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- intervention accrue de l'Etat dans les conseils d'administration, avec droit de vote ;</li> <li>- interdiction de verser des dividendes ou de racheter leurs actions pour les banques ayant perçu une aide de l'Etat ;</li> <li>- suppression de l'ensemble des indemnités de départ et des bonus des dirigeants ayant conduit leurs entreprises dans l'impasse ;</li> <li>- remise en cause de toutes les activités liées aux paradis fiscaux</li> </ul>	<p><u>Inefficace</u></p> <p><u>Déjà fait</u></p> <p><u>Déjà fait</u></p> <p><u>Déjà fait</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'objectif du Gouvernement, ce n'est pas de prendre le contrôle des banques et de faire leur métier à leur place. C'est que les banques trouvent les capitaux nécessaires pour continuer de financer l'économie malgré la crise internationale...</li> <li>▪ Surtout, le plan de sauvetage des banques n'est pas un chèque en blanc : nous avons fixé des contreparties ! Les banques rémunèrent cher l'aide de l'Etat, puisqu'elles payent un taux d'intérêts de 8% à l'Etat sur les sommes qu'elles ont empruntées.</li> <li>▪ Pour bénéficier du soutien de l'Etat, les banques ont dû signer une convention fixant des obligations : engagements déontologiques et sur les rémunérations, engagements de transparence, de dialogue et d'accompagnement, engagements chiffrés de volume de crédit nouveaux. Les dirigeants des banques françaises ont tous renoncé à leur bonus !</li> </ul>
<p><b>Prévenir les crises de demain : un projet de loi de régulation financière au niveau européen et national :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- encadrer les rémunérations des acteurs du secteur financier et des dirigeants d'entreprises</li> <li>- mieux encadrer l'activité de tous les acteurs financiers (réglementation plus stricte de la titrisation en fixant à 5 % la part titrisable de crédits, renforcement de la réglementation à</li> </ul>	<p><u>Déjà fait</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dès le mois d'août 2007, Nicolas Sarkozy écrivait aux membres du G8 en demandant une révision des règles de la finance internationale pour aller vers plus de transparence et de régulation.</li> <li>▪ C'est tout l'objet des sommets ECOFIN mais aussi du G20 dont N. SARKOZY a été l'initiateur.</li> <li>▪ Malgré les réticences de nos partenaires (anglo-saxons), nos principales exigences sur la régulation financière internationale sont reprises. Le G20 a demandé une régulation des agences de notation, des mesures contre les centres off-shore non coopératifs, un encadrement des fonds spéculatifs (hedge funds), une surveillance et la transparence</li> </ul>

<p>l'égard des fonds d'investissement, des fonds souverains et des agences de notation) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lutter contre la fraude et l'évasion fiscales,</li> <li>- mettre un terme au scandale des paradis fiscaux</li> <li>- constituer un grand pôle financier public.</li> </ul>		<p>sur les marchés dérivés, une norme comptable mondiale unique, une réglementation des rémunérations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Il faut maintenant maintenir la pression sur nos partenaires du G20 pour que ces chantiers progressent.</b> L'Union européenne peut et doit jouer le rôle moteur, comme l'a montré la Présidence française de l'Union européenne.</li> </ul>
---	--	---

## 6/ Financement

<p><b>Annulation TEPA</b></p>	<p style="text-decoration: underline;">Injuste</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La loi TEPA, c'est <b>7,7 Md€</b> en 2008, dont <b>les trois-quarts bénéficieront directement au pouvoir d'achat des classes moyennes et des plus modestes.</b></li> <li>- La loi TEPA, c'est d'abord la réforme des heures supplémentaires, le crédit d'impôt logement et la suppression des droits de succession pour les petits patrimoines. <b>Remettre en cause cette loi comme l'exige la gauche, c'est bien sûr supprimer ces trois mesures qui mobilisent plus de 90% de l'effort financier total et profitent à tous les Français.</b></li> </ul>
-------------------------------	--	---

**LUC CHATEL**

Retrouvez l'ensemble des Clés Actu sur le site : [www.porte-parole.gouv.fr](http://www.porte-parole.gouv.fr)